



Toutes ces procédures demandent du temps, et c'est ce qui retarde le lancement des projets», dit-il. Mais ce n'est pas tout. Les investisseurs affirment que l'administration algérienne ne joue pas le jeu. Ils déplorent le manque de cohérence et de transparence dans la diffusion et la circulation de l'information économique.

Les investisseurs se sont plaints de l'absence d'interlocuteurs visibles qui les accompagnent dans toutes les démarches administratives jusqu'à la mise en œuvre des projets. Ils sont ballottés d'une structure à une autre, perdant temps et argent. Alors qui est en mesure de suivre jusqu'au bout cette mésaventure ?

Emâar, El Oudra... et les blocages invisibles

Malgré les difficultés rencontrées sur terrain, certains investisseurs croient dur comme fer à la rentabilité du marché algérien. Ils s'y accrochent, contre vents et marées. Le premier à avoir annoncé la couleur est le groupe émirati Emâar.

Ce dernier a manifesté son souhait d'investir quelque 20 milliards de dollars. C'est ce qui ressort du communiqué de ce groupe rendu public le 3 octobre 2007. Il s'agit de la réalisation du complexe touristique Colonel-Abbès à Zéralda, sur 109 ha, comprenant des résidences de vacances, un hôtel de 500 chambres, un terrain de golf ainsi que des centres commerciaux, la restructuration et la modernisation de la gare ferroviaire Agha, la transformation de la baie d'Alger, la réalisation d'un nouveau campus universitaire et l'implantation d'un pôle technologique à Sidi Abdallah sur une superficie de 400 ha. Les assiettes de terrain et les sites de ces projets ont été identifiés, selon le communiqué du groupe. Cependant, l'Andi affirme que les investissements du groupe Emâar inscrits à son niveau

sont de l'ordre de 5,5 milliards de dollars. «Il n'a jamais été question d'investir 25 milliards de dollars, du moins aucune proposition n'a été faite dans ce sens», a soutenu M. Zerguini. Contacté à ce sujet, le bureau de Emâar en Algérie a refusé de divulguer toute information sur l'avancement des projets du groupe. «Nous avons reçu des instructions fermes de ne faire aucun commentaire», nous a-t-on signifié.

Du côté de Dubaï, l'agence de communication de Emâar, Asdaa, s'est contentée, elle, de nous dire que «le groupe attend des réponses de la partie algérienne». Alors que se passe-t-il soudainement ? Pourquoi y a-t-il autant de rétention de l'information ?

Des sources proches de l'Andi ont laissé entendre que ce groupe émirati a subi beaucoup de pression de la part du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements et qu'il a fallu l'intervention du président de la République pour débloquer la situation. Abordant les blocages rencontrés par Emâar en Algérie, M. Zerguini explique que «ce sont des projets complexes qui nécessitent des décisions complexes, de nature juridique (les autorisations, l'assainissement des assiettes foncières et autres entraves administratives), ajoutant que «les investisseurs ne devraient pas être confrontés à tous ces problèmes et qu'ils doivent réceptionner les terrains, une fois tous les litiges réglés avec les différents propriétaires, que ça soit des domaines privés ou publics».

«Certaines procédures prennent beaucoup de temps, ce qui retarde le lancement des projets», dit-il. Par ailleurs, la société émirati Mubadala Development Company (MDC) a lancé, quant à elle, une fonderie d'aluminium à Béni Saf, dans la wilaya de Aïn Témouchent, avec une enveloppe financière de 5 milliards de dollars. Ce projet est prévu en partenariat avec Sonatrach. Toujours persévérants, les Emiratis sont encore en force. Le groupe Eic prévoit d'investir 5 milliards de dollars dans la

réalisation du projet Dounia Parc à Alger. Cependant, il y a quelques jours, le lancement de ce projet, une fois de plus, s'est confronté à un problème d'expropriation d'une soixantaine d'habitants se trouvant sur ladite assiette foncière qui l'abrite. Il s'agit là du premier projet qui devait démarrer à Alger en avril prochain. En voulant présenter le projet à des partenaires et à des sous-traitants, la société s'est retrouvée au milieu d'une révolte citoyenne. Voilà qui met la société dans l'embarras en raison d'une mauvaise gestion des autorités locales relative au litige avec les propriétaires. Nous avons essayé également de prendre attache avec la société El Oudra qui compte concrétiser un mégaprojet touristique à Sidi Fredj, à travers la réalisation de trois hôtels d'affaires (4 et 5 étoiles) et un gratte-ciel de 70 étages, estimant le montant de cet investissement à 2 milliards de dollars.

Les travaux de réalisation de ces projets qui s'étendront sur une période de 36 mois devront débuter au mois de juillet prochain. Nos tentatives de joindre les responsables de ce groupe, dont le siège est sis au Centre des affaires Hilton, sont restées vaines. Contactés

pour de plus amples informations, les services consulaires de l'ambassade des Emirats arabes unis en Algérie n'étaient pas en mesure, de nous fournir l'état des lieux des investissements émiratis en Algérie. Par contre, les choses se précisent de plus en plus avec les Egyptiens, qui, lors de la tenue la semaine dernière de la commission mixte économique des deux pays, ont signé plusieurs accords. Des groupes égyptiens vont investir dans des cimenteries, un complexe sidérurgique et un complexe chimique. Le groupe industriel égyptien El Izz compte ériger un complexe sidérurgique à Djendjen (Jijel) pour un montant de 2 milliards de dollars. Le contrat a déjà été signé avec les autorités locales. 1 700 emplois seront créés grâce à cet investissement.

Poursuivant sa politique d'extension, le groupe Orascom veut investir dans un complexe d'ammoniac à Arzew pour un montant de 2,2 milliards de dollars. Ces projets sont enregistrés à l'Andi mais attendent l'approbation du Conseil national des investissements. La mise en œuvre de ces projets est une autre paire de manches.

R. M.

La réponse de Temmar

Interrogé en marge de la journée d'étude sur la mise à niveau des PME, qui s'est tenue lundi dernier à Alger, le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, M. Abdelhamid Temmar, a déclaré que le dossier des investissements du groupe émirati Emâar en Algérie est actuellement en phase de signature par le chef du gouvernement. M. Temmar réaffirme que l'enveloppe globale de ces investissements est de 5 milliards de dollars et non de 25 milliards de dollars comme cela a été annoncé par la presse. Mais, faut-il le préciser l'investissement tel qu'approuvé par l'Andi est de 5,5 milliards de dollars.

Par ailleurs, le ministre a tenu à rassurer que toutes les questions liées à ce dossier sont enfin réglées. «Nous attendons la signature du Mémorandum of Understanding (MOU), pour que nous signions à notre tour la convention avec le groupe.» Autrement dit, tout n'est pas réglé dans ce dossier.

R. M.

L'INTÉGRATION BANCAIRE MAGHRÉBINE EST SOUHAITÉE

«La crise des subprimes ne doit pas servir de prétexte pour arrêter les réformes»

La crise des subprimes ne doit pas servir de prétexte pour arrêter la mise en œuvre des réformes financières et bancaires, selon un expert financier international, Charles Dallara, qui recommande aux autorités financières et bancaires maghrébines de réaliser l'intégration bancaire intermaghrébine.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) — Sous l'égide de l'Institut de la finance internationale (IIF), une association des institutions financières au niveau mondial, et en collaboration avec la Banque d'Algérie, un séminaire régional s'est tenu hier à l'hôtel Sheraton-Club-des-Pins à Alger. Il portait sur la thématique de la «mondialisation : challenges et opportunités pour les institutions financières maghrébines».

Ouverts en plénière puis se poursuivant à huis clos, les travaux de ce séminaire se sont focalisés sur les réformes du secteur financier et sur l'évaluation du processus de développement financier

dans le Maghreb. Mais aussi sur l'intégration financière maghrébine et l'impact de la crise des crédits immobiliers hypothécaires ou crise des subprimes sur les économies émergentes.

A ce propos, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, a relevé que cette rencontre se tient dans un contexte caractérisé par «la crise des marchés financiers internationaux qui pose de sérieux risques à la croissance économique mondiale».

La crise des subprimes nous touche indirectement

Néanmoins, les économies émergentes, dont celle de l'Algérie,

sont-elles affectées par la crise des subprimes ? Non directement et de manière significative, dira un banquier, relevant que la politique des crédits bancaires est bien maîtrisée dans notre pays. Toutefois, le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Abderrahmane Benkhalfa, a estimé que nul pays n'est à l'abri des effets qui touchent les marchés financiers.

Certes, les pays qui n'investissent pas sur le marché international sont quelque peu épargnés par cette crise, mais ils sont touchés directement du fait que la crise financière internationale influe en termes de coût sur les entreprises qui exportent vers les pays émergents. Cette crise influe en fait sur les prix des matières premières et des produits boursiers dont plusieurs pays, comme l'Algérie, sont de grands importateurs.

Les réformes financières avancent bien mais doivent s'accélérer

Certes, des progrès ont été réalisés dans la région maghrébine vers la consolidation et la stabilité du système financier et bancaire, selon le gouverneur Mohamed Laksaci. Mais «beaucoup reste à faire», estime le gouverneur de la Banque d'Algérie, mettant l'accent sur la nécessité de réformes-clés. De son côté, le directeur manager de l'IIF, Charles Dallara, a souligné qu'un séminaire régional s'était tenu en 2007 à Tunis et avait recommandé aux autorités financières et bancaires des pays

maghrébins d'agir en coopération avec les institutions financières internationales pour mener à bien les réformes. En ce sens, la rencontre d'hier vise à assurer le suivi de ces recommandations, à évaluer les progrès accomplis et à définir un mode opératoire.

De même, le manager de l'IIF a fait état d'une conviction, partagée par les séminaristes, de l'existence de davantage de cohérence, notamment en matière de réglementation et de marché des capitaux. Des réformes financières qui avancent mais qui doivent être accélérées cependant, dira le directeur manager de l'IIF. Ce dernier estime que la crise des subprimes ne doit pas servir de prétexte pour arrêter la mise en œuvre des réformes financières et bancaires. Une invite tacite à relancer le processus d'ouverture du capital des banques publiques, en Algérie s'entend, dont celui du Crédit populaire d'Algérie (CPA) suspendu par les autorités algériennes en attente de plus de clarté sur la situation du marché financier international.

L'intégration maghrébine est-elle possible ?

Pour autant, l'intégration financière et bancaire maghrébine est-elle possible ?

Pour Charles Dallara, il est opportun, voire conseillé, de développer l'intégration financière et bancaire intermaghrébine, en permettant l'implantation et l'investissement de banques maghrébines dans d'autres pays maghrébins.

Certes, des obstacles doivent être surmontés en vue d'arriver à une intégration financière maghrébine, mettra-t-il en évidence, sans cependant en préciser la nature.

Sauf qu'il s'agit pour les autorités financières maghrébines, selon le manager de l'IIF, de disposer d'un cadre approprié pour s'adapter à la mondialisation.

En relevant la nécessité pour cette région de davantage de coordination et de partenariat entre les banques centrales maghrébines, une convergence en matière de prix des matières premières et le développement des flux de capitaux transfrontaliers. A ce sujet, le délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Abderrahmane Benkhalfa, a estimé qu'il existe des opportunités réelles en vue de cette intégration.

Mais la question primordiale reste celle de travailler sur la faisabilité d'une convergence des cadres financiers et économiques entre les pays maghrébins.

En relevant qu'il n'y a pas de performance économique absolue, que des performances sont réalisées dans certains secteurs et non dans d'autres et en recommandant de mener cette intégration au rythme des économies et d'assurer cette convergence préalable à l'intégration. Pour d'autres banquiers, la faisabilité de cette intégration est liée au gradualisme, à davantage d'ouverture financière et bancaire et à des niveaux comparables de compétitivité.

C. B.

CRÉDIT IMMOBILIER

De nouvelles formules CNEP en perspective

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) lancera avant la fin du semestre en cours deux nouvelles formules d'accès au logement. Une réflexion en ce sens est en cours au niveau de cette banque. Par ailleurs, le nouveau dispositif d'octroi de crédits, en particulier pour les jeunes (un financement à 100% sans apport initial et rallongement de la durée de remboursement à 40 ans), sera opérationnel dès le 2 avril prochain. En outre, la CNEP-Banque et la société Cardiff signeront le 25 mars prochain une convention de partenariat en matière de bancassurance.

C. B.